

## APPEL À CONTRIBUTION

### L'épreuve des profilages et des discriminations

#### Numéro du printemps 2024

**Le numéro 57.1 qui paraîtra au printemps 2024 aura pour thématique les profilages et les discriminations dans les systèmes judiciaires.**

Les profilages et les discriminations constituent des violences physiques, symboliques, sociales et communautaires qui marquent tant les personnes que les familles et les communautés qui les subissent. Les pratiques de profilage et les discriminations exercées par des institutions telles que la police, la justice, les services correctionnels, la protection de la jeunesse, l'école et le réseau de la santé et des services sociaux sont assez bien documentées en Amérique du Nord comme dans certains pays d'Europe. Toutes les formes de traitement différentiel et d'altérisation n'ont toutefois pas bénéficié de la même attention publique et académique. Il suffit de songer par exemple à la surreprésentation de certains groupes racisés au sein de la protection de la jeunesse, aux traitements discriminatoires exercés dans le réseau de la santé et des services sociaux auprès des personnes autochtones, les pratiques disciplinaires mises en œuvre dans le secteur de l'éducation ou encore ce que Didier Fassin appelle les « violences morales ».

De plus, la reconnaissance de ces enjeux par les institutions a été nettement moins étudiée. Quelles catégories d'acteurs et d'actrices sociales se mobilisent pour les constituer en problème public ? Quelles sont les catégories de pensée mobilisées et avec quels effets ? Ces processus sont-ils identifiés comme des formes de discriminations ou bien des formes de profilage c'est-à-dire des pratiques de traitement différentiel par des personnes en situation d'autorité reposant sur des stéréotypes et des préjugés ? Comment le système judiciaire et les différentes institutions qui ont un pouvoir de contrainte sur les individus s'emparent-ils de ces enjeux ? Ce numéro entend contribuer à lever le voile de manière empirique sur les pratiques discriminatoires des institutions et sur la manière dont elles y répondent ou non par la mise en place de programmes d'action.

En outre, l'expérience des profilages et des discriminations, ainsi que leurs conséquences sont encore moins documentés par les sciences sociales. Sentiment d'injustice et de honte, stigmatisation, marginalisation, altérisation, exclusion, peur de représailles, méfiance sont autant d'éléments qui marquent les personnes et les communautés profilées et discriminées. Pour

autant, le point de vue des personnes et des communautés concernées fait l'objet de peu d'études empiriques. Ancrés dans des logiques de racisme, de colonialisme, de sexisme, de classisme, et de toute autre forme d'oppression et de domination qui renforce les positions minoritaires, les profilages et les discriminations institutionnelles relèvent d'un traitement différentiel par des acteurs publics censés incarner et garantir les valeurs d'égalité, les principes de justice, le respect de la dignité des personnes, etc. Elles constituent ainsi une épreuve<sup>[1]</sup> susceptible d'affecter à la fois la confiance dans l'État et ses institutions, les processus de construction identitaires, le sentiment d'appartenance nationale, et l'exercice concret de la citoyenneté, le profilage ou la discrimination marquant à la fois le quotidien, mais aussi les parcours de vie des personnes et les liens sociaux au sein des communautés qui le subissent. En outre, ce traitement différentiel se déploie dans de nombreuses situations, dans de nombreuses interventions institutionnelles, se cumulant parfois, se renforçant dans d'autres circonstances. Pourtant, peu d'études s'intéressent à comprendre l'expérience du/des profilage.s ou des discriminations à partir du point de vue et du vécu des personnes concernées, notamment les effets du cumul des formes vécues.

Enfin, la lutte contre les profilages et les discriminations prend différentes formes, qu'il s'agisse du recours au droit au sens large (système judiciaire, mécanismes de plainte, etc.) ou d'agir dans la sphère publique par des mobilisations, des dénonciations et des revendications. Pour autant, si certaines de ces actions font l'objet de manchettes médiatiques, elles sont peu analysées sous l'angle de la défense des droits et de la lutte pour l'égalité.

Par conséquent, les objectifs de ce numéro sont de trois ordres :

1. rendre compte de résultats de recherche portant sur des formes de profilage ou de discrimination encore relativement méconnues au sein des différentes institutions qui ont des pouvoirs de contrôle et de contrainte sur les individus, ainsi que des travaux analysant les processus de construction du profilage et des discriminations en problème ou en « non-problème public ».
2. rendre compte de l'épreuve du/des profilage.s à partir de recherches qui ont mis l'accent sur l'analyse du point de vue des personnes et des communautés, tant au plan des situations vécues que des conséquences du/des profilages ou des discriminations.
3. rendre compte de l'expérience des processus de plainte, de dénonciation, de lutte contre les profilages ou les discriminations institutionnelles par les plaignant.es et les organismes de défense des droits tant au plan des processus, des conséquences, que des stratégies individuelles et collectives mises en avant dans la lutte.

Ces trois objectifs détermineront les trois axes du numéro proposé.

- Axe 1 : Les pratiques de profilages et de discriminations des institutions et leur reconnaissance comme problème public;
- Axe 2 : Les expériences vécues de profilage et de discrimination et leurs conséquences;
- Axe 3 : Les moyens judiciaires et politiques de lutte contre les profilages et les discriminations institutionnelles.

## Pour proposer une contribution d'article

Pour proposer une contribution à ce numéro thématique, veuillez transmettre les noms, affiliations et coordonnées des autrices et auteurs à :

Céline Bellot : [celine.bellot@umontreal.ca](mailto:celine.bellot@umontreal.ca)

Élise Lemerrier : [elise.lemerrier@univ-rouen.fr](mailto:elise.lemerrier@univ-rouen.fr)

Anaïk Purenne : [anaik.purenne@entpe.fr](mailto:anaik.purenne@entpe.fr)

La date limite pour soumettre votre proposition d'article est le **28 février 2023**. Les auteurs dont la proposition sera retenue auront ensuite jusqu'au **15 mai 2023** pour soumettre la première version complète de leur manuscrit. Les manuscrits feront par la suite l'objet d'une évaluation par les pairs. Les articles révisés devront être soumis au plus tard le 15 octobre 2023 en vue d'une publication dans la revue Criminologie au printemps 2024.

Votre proposition doit comprendre un titre et un résumé en français de 250 à 500 mots.

## CALL FOR CONTRIBUTIONS

### The ordeal of profiling and discrimination

#### Spring 2024 issue

Issue 57.1, to be published in the spring of 2024, will focus on profiling and discrimination in judicial systems.

Profiling and discrimination are forms of physical, symbolic, social and community violence affecting not only individuals, but also the families and communities that experience them. Discrimination and the practices of profiling as carried out by institutions such as the police, the courts, correctional services, youth protection, schools and the health and social services network are fairly well documented in North America, as well as in certain European countries. Not all forms of differential treatment and othering have however garnered the same public and academic attention. One need only consider, for example, the over-representation of certain racialized groups in youth protection, the discriminatory treatment of Aboriginal people in the health and social services network, the disciplinary practices implemented in the education sector or what Didier Fassin refers to as “moral violence.”

Further, the recognition of these issues by institutions has been the focus of far less study. Via which categories of social actors are they constituted into public issues? Which categories of thought are employed and to what effect? Are these processes identified as forms of discrimination or forms of profiling, i.e. practices involving differential treatment by individuals in positions of authority based on prejudices and stereotypes? How are these issues being tackled by the judicial system and the various institutions that exercise coercive power over individuals? This issue seeks to empirically shed light on both the discriminatory practices of institutions, as well as the ways in which they respond to these practices, or not, by putting into place programmes of action.

In addition, the profiling and discrimination experience and its consequences are even more underdocumented in the social sciences. Feelings of injustice and shame, stigmatization, marginalization, otherness, exclusion, fear of reprisals, and mistrust are all elements that affect profiled and discriminated individuals and communities, and yet, their perspective is the focus of few empirical studies. Rooted in the rationales of racism, colonialism, sexism, classism and all other forms of oppression and domination that reinforce minority positions, profiling and institutional discrimination are subject to differential treatment by public actors who are supposed to embody and guarantee the values of equality, the principles of justice, respect for the dignity of individuals, etc.

They thus constitute a challenge likely to affect trust in the State and its institutions, as well as

identity-building processes, the sense of national belonging and the concrete exercise of citizenship. This is due to profiling and discrimination affecting not only daily life, but also both the life paths of individuals, as well as the social ties within communities, that are subjected to them. Moreover, this differential treatment occurs in numerous situations and institutional interventions, at times cumulating, while in other circumstances self-reinforcing. Few studies have however focused on understanding the experience of profiling or discrimination from the perspective and lived experience of the affected individuals, particularly the effects of the cumulation of such types of experience.

Finally, the fight against profiling and discrimination comes in various forms, whether involving recourse to the law in the broad sense (the judicial system, complaint mechanisms, etc.) or action in the public sphere in the form of mobilizations, denunciations and demands. Although certain of these actions produce news headlines, they are rarely analyzed from the perspective of the defense of rights and the struggle for equality.

The objectives for this issue are therefore threefold:

1. to report on both the results of research relating to forms of profiling or discrimination that are still relatively unknown within the various institutions exercising powers of control and constraint over individuals, as well as on works analyzing the processes by which profiling and discrimination are constructed into either an issue or a “public non-issue.”
2. to give an account of the ordeal of profiling based on research emphasizing analysis of the perspective of individuals and communities, both in terms of their lived experiences and the consequences of profiling or discrimination.
3. to provide an account of the various experiences related to the processes of complaint, denunciation, and complainants and rights-defending organizations fighting profiling or institutional discrimination, in terms of the processes, consequences, and individual and collective strategies put forward in this fight.

These three objectives will determine the proposed issue’s three axes:

- Axis 1: The profiling and discrimination practices of institutions and how they are recognized to be a public issue
- Axis 2: The lived experiences of profiling and discrimination, as well as their associated consequences
- Axis 3: The legal and political means of fighting against profiling and institutional discrimination

## To submit an article contribution

To submit a contribution to this thematic issue, please send the names, affiliations and contact information of the authors to:

Céline Bellot: [celine.bellot@umontreal.ca](mailto:celine.bellot@umontreal.ca)

Élise Lemercier: [elise.lemercier@univ-rouen.fr](mailto:elise.lemercier@univ-rouen.fr)

Anaïk Purenne: [anaik.purenne@entpe.fr](mailto:anaik.purenne@entpe.fr)

The deadline to submit your article proposal is **February 28, 2023**.

Authors whose proposals are accepted will then have until **May 15, 2023** to submit the first complete version of their manuscript. Manuscripts will then be peer-reviewed. Revisions must be submitted by October 15, 2023 for publication in the *Criminologie* journal in the spring of 2024.

Your proposal must include a title and a 250-to-500 word summary in French.